



Office
des transports
du Canada

Canadian
Transportation
Agency



État des résultats prospectif

Pour les exercices se terminant le 31 mars 2026 et le 31 mars 2027

Office des Transports du Canada

Avertissement : À moins d’avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l’administrateur du droit d’auteur de l’Office des transports du Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l’affranchissement du droit d’auteur de la Couronne en communiquant avec :

Office des transports du Canada
60, rue Laval, unité 01, Gatineau, QC J8X 3G9
Courriel : info@otc-cta.gc.ca
Site Web : www.otc-cta.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Transports, 2026

Catalogue

ISSN 3111-0339

Des formats substitués sont disponibles.
Also available in English

Table des matières

État des résultats prospectif pour les exercices se terminant le 31 mars 2026 et le 31 mars 2027.	4
Notes à l'état des résultats prospectif (non auditées) pour l'exercice terminé le 31 mars	5
1. Méthodologie et hypothèses importantes	5
2. Variation et évolution des prévisions financières	5
3. Sommaire des principales conventions comptables.....	6
a) Charges	6
b) Revenus.....	7
4. Autorisations parlementaires	7
a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées (en dollars).....	8
b) Autorisations fournies/demandées (en dollars).....	9

État des résultats prospectif pour les exercices se terminant le 31 mars 2026 et le 31 mars 2027

Description	Résultats projetés de 2025-2026	Résultats prévus de 2026-2027
Charges		
Des services indépendants de réglementation et de règlement des différends pour les fournisseurs et les utilisateurs de services de transport	47 303 009 \$	29 208 669 \$
Services internes	18 866 373 \$	10 322 083 \$
Total des charges	66 169 382 \$	39 530 752 \$
Revenus		
Revenus provenant d'amendes	1 046 900 \$	1 104 700 \$
Autres revenus	37 222 \$	223 334 \$
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(1 084 122 \$)	(1 328 034 \$)
Total des revenus	0 \$	0 \$
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	66 169 382 \$	39 530 752 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de l'état des résultats prospectif.

Notes à l'état des résultats prospectif (non audités) pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2025-2026 sont fondés sur les résultats réels en date du 28 octobre 2025 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2026-2027.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- a) Les activités de l'Office des transports du Canada (Office) resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent.
- b) Les dépenses totales sont projetées de diminuer de 26,6 millions de dollars (40,3 %) en 2026-2027. Cette diminution est attribuable à l'élimination du financement temporaire qui était prévu dans le budget de 2023 (c'est-à-dire 75,9 millions de dollars sur trois ans, à compter de l'exercice 2023-2024).
- c) Les revenus sont fondés sur l'expérience. À l'exception des sanctions administratives pécuniaires, l'évolution générale historique devrait se poursuivre. Il est impossible de prévoir avec exactitude les revenus découlant des sanctions administratives pécuniaires associées aux activités de mise en application de la loi.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 28 octobre 2025.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2025-2025 et pour 2025-2027, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, l'Office a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer

des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique incluent :

- d) les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice;
- e) le moment et le montant des acquisitions et des aliénations de biens immobiliers, d'installations de production et d'équipements qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- f) la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives; et
- g) la conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les créances.

Une fois que le plan ministériel est déposé au Parlement, l'Office ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2025-2026 et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services sont rendus et comprennent les charges de fonctionnement liées au personnel, services

professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnement, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les autres charges incluent des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, y compris les provisions pour créances douteuses, les placements, les avances et la désuétude des stocks. De plus, les charges incluent l'utilisation des stocks et des charges payées d'avance ainsi que d'autres.

b) Revenus

Tous les revenus, incluant les sanctions administratives pécuniaires, sont constatés dans l'exercice ou s'est produit l'évènement qui a donné lieu aux revenus et l'on s'attend à recevoir des avantages économiques futurs.

Les revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés ne peuvent servir à acquitter les passifs de l'Office. Bien que l'on s'attende à ce que la présidente et première dirigeante maintienne le contrôle comptable, elle n'a pas l'autorité pour disposer des revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés. Par conséquent, les revenus non disponibles pouvant maintenant être dépensés sont gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont présentés en réduction du montant brut des revenus de l'Office.

4. Autorisations parlementaires

L'Office est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de l'Office pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

**a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées
(en dollars)**

Description	Résultats projetés de 2025-2026	Résultats prévus de 2026-2027
Coût de fonctionnement net avant le financement et les transferts du gouvernement	66 169 382 \$	39 530 752 \$
Rajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations		
Amortissement des immobilisations corporelles	(505 084 \$)	(436 998 \$)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères du gouvernement fédéral	(6 727 039 \$)	(5 070 483 \$)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et de congés compensatoires	(304 397 \$)	943 727 \$
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(223 130 \$)	454 650 \$
Remboursement de charges des exercices antérieurs	1 173 \$	5 039 \$
Total des postes qui ont une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais aucune incidence sur les autorisations	(7 758 477 \$)	(4 104 065 \$)
Rajustements pour les postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles	765 980 \$	780 885 \$
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	149 582 \$	(505 404 \$)
Total des postes qui n'ont pas d'incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui ont une incidence sur les autorisations	915 562 \$	275 481 \$
Autorisations demandées prévues pour être utilisées	59 326 467 \$	35 702 168 \$

b) Autorisations fournies/demandées (en dollars)

Description	Résultats projetés de 2025-2026	Résultats prévus de 2026-2027
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	52 482 205 \$	31 179 231 \$
Montants des postes législatifs	6 844 262 \$	4 522 937 \$
Autorisations fournies/demandées totales	59 326 467 \$	35 702 168 \$
Moins : Autorisations inutilisées estimées et autres rajustements	0 \$	0 \$
Autorisations fournies/demandées prévues pour être utilisées	59 326 467 \$	35 702 168 \$